



3€

regards

AVRIL 2019

**QUE
RETENIR
DES
EUROPÉENNES ?**

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Pablo Pillaud-Vivien, Pierre Jacquemain,
Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Catherine Tricot

Photo de couverture CC

SOMMAIRE

QUE RETENIR DES EUROPÉENNES ?

EELV, EN MARCHÉ VERS L'ÉLYSÉE ?

- # Les Verts saisis à leur tour
par la tentation hégémonique
- # Jérôme Gleizes (EELV) : « Macron est l'idiot
utile du fascisme »
- # Européennes : EELV en marche vers le centre
- # Sur la main tendue de LREM à EELV : « Arrêtez
de prendre vos rêves pour des réalités » (Karima Delli)

LA GAUCHE PART DIVISÉE ET ARRIVE DÉCIMÉE

- # Reprendre l'Europe
- # Après les européennes, la crise s'épaissit
- # Sortir du manichéisme pro / anti-Europe
- # Européennes : où est le peuple ?



EELV, EN MARCHÉ VERS L'ÉLYSÉE ?

Les Verts saisis à leur tour par la tentation hégémonique

Dès le lendemain des élections européennes,
David Cormand, secrétaire national de EELV, livre
« à chaud » des réflexions, très discutables, même à froid.

Dès le lendemain des élections européennes, David Cormand, secrétaire national de EELV, livre « à chaud » des réflexions, très discutables, même à froid. Le succès électoral des écologistes aux élections européennes a été d'autant plus net, en France, qu'il n'avait pas été annoncé par les sondages. Il s'étend à la plupart des pays de l'Europe du Nord et se conjugue le plus souvent avec un recul des partis de la gauche et notamment de la gauche radicale. Ce n'est cependant pas un raz de marée. Le résultat de Yannick Jadot reste inférieur, en pourcentage des votants, à celui de Daniel Cohn-Bendit en 2009. Il n'empêche, affirme David Cormand, « les résultats des européennes font de nous le dépositaire de l'espoir... Tout doit changer. » De quoi ce « tout » est-il le nom ? Essen-

tiellement de la direction des affaires politiques alternatives au duo Macron/Le Pen et du contenu de ce projet. Le « tout » qui doit changer, c'est que l'écologie doit remplacer la gauche et transcender la question sociale. L'argumentation est la suivante :

1. Le clivage gauche/droite est obsolète :

« Le clivage qui structure ce paysage politique occidental depuis plus d'un siècle, entre une droite porteuse d'un capitalisme fordiste et la gauche d'inspiration marxiste et productiviste, est rendu obsolète par l'irruption de la question écologique. »

2. C'est la partie gauche du clivage qui est obsolète et doit être remplacée par l'écologie :

« La critique sociale du capitalisme est fondamentale, mais l'argument éco-

logique dans la critique des conséquences de la révolution industrielle est essentiel. L'enjeu à venir est de revoir radicalement notre relation à la production et à la consommation. C'est en cela que la pensée écologiste n'est non seulement pas supplétive de la gauche hégémonique du siècle et demi qui vient de s'écouler, mais elle l'englobe et la transcende. »

« Il appartient aux femmes et aux hommes de bonne volonté, déterminé•e•s, à construire une alternative aux « droites », qu'elles soient libérale, conservatrice ou fasciste, d'inventer un nouvel imaginaire politique, mais aussi à des gauches devenues obsolètes à force d'avoir refusé de comprendre les nouveaux enjeux. »

« Il est temps pour l'écologie d'assumer le leadership de cette alternative. Notre feuille de route est simple : construire une force et une coalition à vocation majoritaire pour qu'enfin notre pays et l'Europe conduisent une politique environnementale et sociale à la hauteur de la crise que nous traversons. »

3. C'est en particulier le vieux monde du marxisme qu'il faut abandonner :

« La gauche d'inspiration marxiste telle

qu'elle s'est épanouie depuis le début du XIX^{ème} siècle est « incomplète » théoriquement et idéologiquement pour répondre aux ravages causés par le modèle de développement. En ayant omis la question écologique, la pensée marxiste a fait deux concessions décisives au capitalisme : l'acceptation du productivisme et la valorisation de la consommation comme moyen d'émancipation. »

« La question n'est plus de penser la répartition des richesses engendrées par la révolution industrielle. La question politique essentielle, existentielle, des temps qui viennent est, pour l'humanité – notre civilisation humaine – d'apprendre enfin à habiter la Terre sans se détruire et sans la détruire. »

UN CACHE-MISÈRE ?

« La transcendance est une idée fausse », répond l'économiste Jean-Marie Harribey [1]. « Il est vrai, écrit-il, que

1. Économiste atterré et coprésident du conseil scientifique d'Attac, Jean-Marie Harribey est notamment l'auteur du livre *La richesse, la valeur et l'inestimable. Fondements d'une critique socio-écologique de l'économie capitaliste* (Les Liens qui libèrent, 2013)

le mouvement politique qui s'est réclamé de Marx pendant tout le XX^{ème} siècle a globalement ignoré l'écologie, au motif que tout relevait des rapports sociaux de production et que la transformation de la société se résumait à la destruction du capitalisme [2]. Autrement dit, que la question sociale submergeait tout. »

La question de l'intégration de l'écologie dans le combat émancipateur mérite donc d'être interrogée. Mais la réponse ne peut consister en une simple inversion des termes du problème. Celle-ci conduirait à l'échec « comme les révolutions du XX^{ème} siècle ont échoué ».

Un premier enjeu porte sur la capacité de fonder sur de telles bases une force sociale culturelle et politique capable de devenir une véritable alternative au duo des blocs de droite et d'extrême droite. Impossible dit, à juste titre, Jean-Marie Harribey : « La mobilisation sociale des

gilets jaunes au cours des six derniers mois en France a répondu à sa manière : l'écologie au détriment du social est une impasse ». En France, les élections européennes ont confirmé globalement un ancrage social du vote écologiste se rapprochant de celui de la gauche classique. « Résumer le vote EELV à un vote de bobo citadin CSP+ serait réducteur », analyse Pierre Gilbert sur le site *Le Vent se lève*. Mais l'élargissement de la base sociale de ce vote est relative : « L'électorat des Verts se distingue certes par sa jeunesse (26% chez les 18-34 ans), mais surtout par son taux de diplômés et par son succès chez les cadres et les professions intermédiaires (respectivement 20 et 21% d'entre eux) ». Ils obtiennent de très bons suffrages chez les revenus supérieurs à 3000 euros par mois et réalisent, à l'inverse, leur moins bon score dans les catégories populaires (ouvrier et employé). Le bon résultat par rapport aux autres partis de gauche est certes dû à des reports de voix des électors « de gauche », mais il doit aussi beaucoup à l'absence massive des électeurs France insoumise de 2017.

2. Pour une analyse critique des rapports de la gauche et de l'écologie, voir le livre de Serge Audier : *L'âge productiviste. Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives écologiques*. La Découverte, février 2019. Ainsi que la critique dans cette rubrique

« Qu'est-ce qui garantit que la prise de conscience écologique ne reste pas confinée à une fraction étroite de la société, celle qui finalement souffre le moins de la restructuration capitaliste ?, interroge Jean-Marie Harribey. Si, malheureusement, c'était le cas, la « transcendance » du social par l'écologie ne serait qu'un cache-misère, alors que – et c'est sa grandeur – l'écologie politique joue son rôle éminent en portant haut l'aspiration à un mode de vie soutenable. » Mais, ajoute-t-il, « la soutenabilité se définit à la fois socialement et écologiquement ». C'est effectivement une condition indispensable pour devenir une force sociale et politique réellement alternative. Les inégalités et le consumérisme ayant largement partie liée, c'est aussi une question d'efficacité pour combattre la crise environnementale.

Les politiques de transition écologique commencent par des plans massifs de relance des investissements qui rappellent les plans de relance keynésiens

du new deal ou de l'après-guerre. D'où l'appellation fréquente de Green New Deal. Le plan pour le climat de la Fondation Nicolas Hulot [3], récemment publié, appelle ainsi à « libérer les investissements verts ». On pourra juger cela un peu paradoxal pour des projets de transformation de la société et du monde qui visent à abandonner l'impératif de la croissance. Mais surtout ce sont aussi les dimensions sociales et le rapport au capitalisme de ces politiques de transition écologique qui sont posés. Aux USA, le Green New Deal de la démocrate et socialiste Alexandria Ocasio-Cortez [4] est explicitement un plan écologique et social non un plan où le social est transcendé par l'écologie.

3. Alain Grandjean : Agir sans attendre. Notre plan pour le climat. Les Liens qui Libèrent, mai 2019.

4. Voir Aurore Lalucq : Etats-Unis : un Green New Deal en débat, Alternatives économiques, février 2019.

ET LE CAPITALISME, ON EN FAIT QUOI ?

L'enjeu crucial évidemment c'est le capitalisme. L'injonction des Verts d'abandonner le marxisme n'est certainement pas un bon signal. Car le marxisme ce n'est pas le culte de la consommation (« une fake news », comme dit Jean-Michel Harribey), et ce n'est pas simplement le productivisme. C'est aussi l'analyse critique du capitalisme comme système dont « la loi et les prophètes » sont l'accumulation du capital. C'est toujours cette transcendance qui règne. Elle est mondialisée. Et pour l'enjeu de l'écologie, cela a une certaine importance. C'est pourquoi le dialogue avec les forces critiques du capitalisme serait plus utile que les anathèmes et les prétentions à une nouvelle hégémonie.

Ceci d'autant plus que des clarifications sont nécessaires vis-à-vis des mesures et des réformes dominantes prétendant couler l'écologie dans le respect de la domination du système capitaliste et de l'économie de marché, que ce soit par

des taxes, par des marchés des droits à polluer, par la finance verte et la marchandisation de la nature.

Jean-Marie Harribey pointe surtout le court-termisme du capitalisme « alors que la temporalité des évolutions naturelles relève du très long terme ». Le défi ne peut être relevé que par le dépassement du capitalisme financiarisé. « Une politique écologique, explique ainsi Jean-Marie Harribey, retrouvera sur son chemin la question de la propriété des institutions bancaires et des grandes entreprises stratégiques. Se contenter de modifier le régime de propriété conduit à l'échec, mais ignorer cela serait également une erreur capitale. »

Au « tout doit changer » lancé par David Cormand au nom d'EELV, il faut préférer le « tout peut changer » lancé dès 2015 par la journaliste Naomi Klein [5]. C'était un appel beaucoup plus rassembleur et ambitieux. Naomi Klein est longue-

5. Naomi Klein : Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique. Actes Sud/Lux 2015.

ment citée par le marxiste Paul Boccara en conclusion de ses livres parus à la même époque [6], soulignant la portée de transformation systémique radicale que la journaliste donne à l'enjeu climatique. « Que nous dit le changement climatique ?, écrit-elle. Que notre système extractiviste – c'est-à-dire basée sur l'extraction intensive de nos ressources naturelles – qui repose sur une croissance illimitée, une logique hypercompétitive et concentre le pouvoir dans les mains de moins de un pour cent de la population a échoué. Ramener nos émissions de gaz à effet de serre aux niveaux recommandés par les climatologues implique une transformation économique radicale. C'est aussi une formidable occasion de changer car, avec ou sans réchauffement climatique, notre système ne fonctionne pas pour la majorité de la population. Le principal obstacle n'est pas qu'il soit trop tard ou que nous ignorons quoi faire... Mais si la justice climatique l'emporte, le prix à payer pour nos élites sera réel. Je pense au manque à gagner du carbone non exploité par les industriels, mais aussi aux réglementations, impôts, investissements publics et programmes sociaux nécessaires pour accomplir ce changement. »

6. Paul Boccara : Pour une nouvelle civilisation. Editions du Croquant, 2016.

Et Naomi Klein soulignait la portée politique de l'enjeu en ces termes de loin préférables à l'injonction lancée par les Verts : « Cette crise qui nous place devant une échéance inéluctable, peut pousser tous les mouvements sociaux à se rassembler ».

O BERNARD MARX

Jérôme Gleizes (EELV)

« Macron est l'idiot utile du fascisme »

Les européennes ne sont pas encore passées que les municipales - qui auront lieu en mars 2019 - sont déjà dans toutes les têtes. En juin prochain, EELV choisira son candidat pour Paris. Parmi eux, Jérôme Gleizes, élu du 20ème arrondissement et conseiller de Paris est l'invité de #LaMidinale.

SUR EELV, LA GAUCHE ET L'ÉCONOMIE DE MARCHÉ

- « Je suis de gauche. »
- « Tant qu'il y aura de l'exploitation et de l'aliénation, être de gauche aura toujours un sens. »
- « Les rapports de classe existent toujours. »
- « L'économie de marché n'existe pas : les libéraux nous ont vendu une fable qui n'existe pas. »
- « L'économie de marché n'est compatible ni avec la gauche, ni avec l'écologie. »
- « Les écologistes ont toujours défendu les petites entreprises et les petits commerçants mais ça n'a rien à voir

avec l'économie de marché qui est l'économie des prédateurs et des grandes entreprises. »

- « Yannick Jadot a fait une erreur de communication. »
- « Je soutiendrai Yannick Jadot aux européennes. »

SUR EELV ET LE MACRONISME

- « Il y'a des gens qui ont fait des changements de parcours politiques mais, quand on va voter EELV, on va voter pour le groupe écologiste au Parlement européen, pas pour l'ALDE. Or voter En Marche, c'est voter ALDE. »

● « Les gens sont totalement perdus et ils font n'importe quoi. »

SUR LES GILETS JAUNES

● « Ce qui m'inquiète, c'est la violence. »

● « Face à la violence légitime de l'Etat, c'est difficile de s'opposer. »

● « La violence légitime d'Etat entraîne un renforcement de l'Etat policier et une perte des libertés publiques. »

● « On n'est pas en situation de guerre civile mais on habitue petit à petit les populations à la police. »

● « Pour moi, Macron, c'est l'idiot utile du fascisme. »

SUR SA CANDIDATURE À LA CANDIDATURE EELV À LA MAIRIE DE PARIS

● « Julien Bayou, Antoinette Guhl ou David Belliard [candidats à la candidature] sont dans un enfermement identitaire. »

● « Il n'y a pas d'écologie possible autre que de gauche à Paris. »

● « Il n'y aura pas de majorité à Paris. »

● « Il faut s'élargir vers Génération.s et d'autres forces politiques. »

● « J'ai toujours défendu l'union de la gauche et des écologistes de façon à pouvoir exercer le pouvoir. »

SUR LA POLITIQUE ÉCOLOGISTE D'ANNE HIDALGO

● « Elle mène une politique du pas à pas et c'est une politique totalement segmentée. »

● « Le problème avec les sociaux-démocrates, c'est qu'ils n'ont pas compris que l'écologie est quelque chose qui fait système. »

SUR LES ENJEUX DE LA PROCHAINE MANDATURE À PARIS

● « Je pense que l'enjeu central est celui du logement et de la gentrification de Paris. »

● « Il faut prendre possession des terres de façon à ne pas entraîner une hausse excessive du prix au m² - pour la partie du logement privé. »

● « Les communistes ne comprennent pas qu'il faut aussi arrêter de construire

du logement : on peut faire du logement différemment, on peut conventionner du logement privé, on peut transformer des bureaux en logements. »

SUR LA SITUATION DES MIGRANTS À PARIS

- « La situation française est kafkaïenne : les gens viennent et ils continueront à venir tant qu'il y aura des guerres. »
- « On fait comme si les migrants n'existaient pas : toutes les semaines, on les vire et ils reviennent. C'est une situation française avec une hypocrisie macronienne. »
- « Il faut assumer et ne pas avoir peur que le HCR fasse un camp à Paris. »
- « On oublie qu'on a régularisé des centaines de milliers de personnes au moment des boat people. Là, on est sur des chiffres qui sont beaucoup moins importants que dans les années 70 donc c'est de l'hypocrisie. »
- « On a peur de la montée de l'extrême droite donc on ne veut pas assumer notre rôle qui est d'aider des gens qui ne sont là que temporairement. »

- « Il est normal d'aider les migrants le temps que les choses s'améliorent dans leurs pays. »

○ JÉRÔME GLEIZES

Européennes : EELV en marche vers le centre

« L'écologie, ça n'est pas la gauche », dixit Yannick Jadot.

Le mois de mars a été difficile sur le plan de la stratégie chez EELV. Erreurs de com' ou repositionnement libéral inavoué ? Quoi qu'il en soit, EELV semble devenu la CFDT de l'écologie politique.

En mars, Yannick Jadot a frappé deux grands coups médiatiques : le 1^{er} mars 2019 auprès du journal *Le Point*, et le 5 au *Figaro*. Le message de la tête de liste EELV aux élections européennes est on-ne-peut-plus-clair : il veut « dépasser les vieux clivages ». Pas tant le clivage gauche-droite que celui entre « les puissances de l'argent et l'écologie politique », pour citer David Cormand, secrétaire national du parti.

Ainsi Yannick Jadot se dit-il favorable à « l'économie de marché, la libre entreprise et l'innovation ». Et quand nos confrères du *Figaro* lui font remarquer que, dans les sondages, EELV est devant LFI ou le

PS, il rétorque : « Vous voulez vraiment nous mettre à gauche, hein ! »

Depuis ces deux articles, c'est tout l'appareil qui rame à contre-courant. Yannick Jadot lui-même a dû s'auto-modérer dans *Le Monde* : « Je veux soumettre l'économie aux impératifs de la société : le climat, les droits sociaux, la solidarité ». Mais pour Jérôme Gleizes, conseiller EELV de Paris et prof d'économie à Paris XIII, « les interviews de Jadot sont des maladroites, des erreurs momentanées de communication. Il pensait qu'en parlant au *Point*, il ne serait lu que par les lecteurs du *Point*. Après, il doit revenir sur ses propos parce que les gens

n'ont pas compris. » L'écologiste en chef donne surtout l'impression de trop adapter son discours à son interlocuteur. Et ça se voit. Suffisamment pour que la sénatrice écolo Esther Benbassa regrette que Yannick Jadot « nous implique dans ses mauvais calculs ».

EELV, VIRAGE LIBÉRAL ?

C'est vrai qu'il y a un paquet de « déçus du macronisme » à aller chercher... Jadot ne se rêve-t-il pas en un Cohn-Bendit version 2019, dix ans après les fameux 16% ? Sauf que lui plafonne sous les 10% et que, entre temps, le centre français s'est largement fait truster par un certain Emmanuel Macron. Que ce soit le MoDem, l'UDI, le PRG, les radicaux valaisiens ou n'importe quel autre organe centriste, la survie n'implique aujourd'hui plus qu'un seul paramètre : une alliance avec LREM. EELV ne peut, consciencieusement, pas penser faire jeu égal avec le parti présidentiel. Ne

leur reste alors que d'accepter le statut de satellite. Comme au bon vieux temps du « socialisme » triomphant.

Sergio Coronado, ex-député EELV, candidat LFI aux européennes, sait taper là où ça fait mal : « Il y a des macronistes convaincus à la tête d'EELV. L'espace dans lequel se construit EELV était « Holando-compatible », il est Macron-compatible. Quand on vote EELV, on a une chance sur deux d'élire un macroniste. » Mais que signifierait un « virage libéral » alors que les écolo-libéraux sont déjà partis ? Quand, en ralliant la liste LREM, l'eurodéputé EELV Pascal Durant et l'expatron de WWF Pascal Canfin « ont préféré l'original », assène Esther Benbassa ?

Evidemment, au sein du parti écolo, ça crispe. David Cormand accuse Pascal Canfin d'avoir « capitulé en rase-campagne. Il intériorise que le combat électoral ne vaut même pas d'être mené, qu'il n'y a pas d'alternative entre les libéraux et

les fachos. » Pour autant, « politiquement, il n'y a pas beaucoup de différences entre Durant, Canfin et Jadot », analyse le journaliste Arthur Nazaret [1]. Ex-membre du bureau exécutif « au nom de la sensibilité de gauche » pendant six ans, Elise Lowy en profite même pour les canarder : « La direction d'EELV et ceux qui ont rejoint Macron ont été dans la même tendance pendant plus de dix ans. Rien ne les différencie politiquement. »

FÂCHÉS AVEC LA GAUCHE...

Et l'aile gauche, elle, s'en est allée aussi. Il y a bien longtemps. Elise Lowy, Sergio Coronado, entre autres. Que peut un avion sans ses deux ailes ? Face aux critiques de la gauche, Yannick Jadot n'a qu'une seule arme : « Le futur, c'est moi, les autres, c'est l'URSS, c'est le Venezuela ». Appréciez ce qu'il déclare au Figaro :

« Un paysan bio, il vend sa production sur un marché, pas dans un sovkhos [...]

1. Auteur d'Une histoire de l'écologie politique (La Tengo, 2019)

On veut faire de l'économie soviétique ?
De l'économie à la Maduro ? Regardez où elle en est. »

Ou encore au micro de RTL :

« S'il y en a qui pensent qu'il faut revenir au soviétisme ou qui ont comme modèle l'économie de Monsieur Maduro, et bien tant mieux pour eux et tant pis pour nous. »

Voilà peut-être de quoi interpréter sa phrase « l'écologie, ça n'est pas la gauche ». Mais de là à caricaturer la gauche comme n'étant qu'un ramassis de vieux cocos productivistes... il y a un monde. « Nous, on n'est pas seulement anticapitaliste, on est aussi anti-productiviste », lance David Cormand. Et n'y voyez pas de langue de bois ici, il le pense vraiment ! Comme quoi quelques nuances de rouge peuvent faire de grandes différences politiques chez les verts. Ne caricaturons pas. Les écologistes ont une place à part au sein de la gauche française, si tant est qu'ils s'y

inscrivent. Voici ce qu'en dit David Cormand :

« Quand le marxisme déboule, il gagne l'hégémonie à gauche. De notre point de vue, la concession historique faite au capitalisme, c'est l'acceptation du productivisme. La faillite de la gauche au XX^{ème} siècle, son échec historique face au capitalisme, elle est liée à cette faute originelle. Aujourd'hui, la gauche marxiste est morte, vive la gauche écologiste ! »

Aux dires d'Arthur Nazaret, « Cormand était plus favorable à un rapprochement avec Hamon. Il s'inscrit plus à gauche, à l'inverse de Jadot. » D'ailleurs, ce dernier n'essaye pas simplement d'endosser le rôle de leader du nouveau monde écolo (cela fait tout de même dix ans qu'il est eurodéputé et il est en campagne pour un troisième mandat). Non, il veut surtout se faire passer pour le chantre du camp des « responsabilités », du « réalisme », du « pragmatisme ». Aucune surprise pour Arthur Nazaret, qui rappelle que « les écolos ont toujours voulu se

distinguer de la gauche. Comme disait Jean-Paul Besset : « L'écologie n'est pas une branche de l'arbre de la gauche mais un arbre à part entière ». »

... EN ATTENDANT LES MUNICIPALES

Si Yannick Jadot « réaffirme l'originalité de l'écologie en tant qu'idéologie à part entière », comme nous l'explique Arthur Nazaret, le souci est qu'il ne dit pas avec qui il fera alliance. Pour les européennes, le scrutin étant quasiment à la proportionnelle (à condition d'atteindre 5% des suffrages), le jeu des alliances pré-électorales est sans grande importance – même si chacun aime y jouer la tragi-comédie. Mais après ?

Les écolos visent une forme de coalition (minoritaire) avec les libéraux et les sociaux-démocrates. Un centre « soc-lib-dem-écolo », en somme. D'ailleurs, EELV ne voit pas de problème à s'accoquiner occasionnellement avec un Michel Barnier. Mais attention, pas question d'aller jusqu'à s'allier avec le PPE. C'est qu'on a des principes. Esther Benbassa, elle,

« aurai[t] préféré une campagne avec des alliances, afin de préparer l'avenir ». Une prochaine fois peut-être. C'est qu'il faut tenir compte de la réalité politique du Parlement européen : le modèle allemand gouverne. La porte-parole d'EELV Sandra Regol l'assure : « Pour faire avancer les dossiers, on fait passer le projet avant la posture. En France, on a du mal à comprendre que le Parlement européen fonctionne différemment. Ça ne veut pas dire qu'on y fait des « alliances ». » Et Julien Bayou, porte-parole du parti lui aussi, de préciser : « Il n'y a pas de coalition envisageable pour une majorité avec les conservateurs ou les sociaux-démocrates. Mais on ne va pas refuser leurs votes sur nos combats. On appelle ça des majorités de projet. » Certes. Mais ce n'est pas tout à fait l'avis de Yves Contassot, ex-EELV, passé à Génération.s : « Ils sont en train d'adopter la ligne des Grünen [les écologistes allemands, qui dirigent le groupe au Parlement européen, NDLR], qui permet des alliances sur le centre, pas sur la gauche ». Ok. Mais alors, que se passera-t-il après les européennes, quand viendra le temps de la campagne des municipales ? « Ça va tanguer dans tous les sens », s'amuse Sergio Coronado. Car partout où EELV siège et/ou dirige, ils

ne le peuvent que grâce aux soutiens du reste de la gauche. Pas de « ni droite, ni gauche » à cet échelon politique, il faut la jouer franc-jeu. Alors, David Cormand sort l'artillerie lourde : « On ne veut plus être les supplétifs d'appareils plus puissants. Mélenchon a préféré l'hégémonie, nous, on revendique le leadership. Les européennes sont une étape. » En effet, une fois le scrutin européen passé, il va y avoir un congrès des écologistes. Le parti devrait même « muter » vers une nouvelle forme. Pour Jérôme Gleizes, « en 2019, on va voir s'il y a une modification du positionnement d'EELV à gauche ». Même Esther Benbassa espère une « refonte, une gauche écologiste, ça aurait de la gueule ! »

D'ici là, LREM pourrait tout de même changer la donne en faisant grandement pencher la balance au centre. Là, au printemps 2020, peut-être verrons-nous finalement EELV implorer. C'est qu'à EELV, les seules tensions portent sur la stratégie, pas sur la ligne politique – ils sont tous d'accord ! Néanmoins, il serait bon que cet unanimité tranche enfin entre libéralisme, social-démocratie et gauche radicale. Et ce au nom de l'écologie

O LOÏC LE CLERC

Sur la main tendue de LREM à EELV

« Arrêtez de prendre vos rêves pour des réalités »

(Karima Delli)

En Europe et en France, les écologistes ont créé la surprise lors des élections européennes. Quelles alliances ? Quelles perspectives politiques ? Quels rapports à gauche et quelles responsabilités d'ici 2022 ? La députée européenne EELV tout juste réélue, Karima Delli, est l'invitée de #LaMidinale.

SUR LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

- « On ne s'est pas trompé d'élection donc on a parlé d'Europe et d'écologie. On n'est pas rentré dans des logiques nationales. »
- « On n'entre pas au Parlement européen avec un programme national. »
- « Aujourd'hui, tout le monde a conscience de l'urgence écologique. »
- « On a une génération qui vit pour la première fois le dérèglement climatique et elle demande d'agir vite. »

● « La priorité c'est de sauver le climat parce que tout le monde nous dit "on a moins de dix ans". »

● « Certes, on a fait un bon score mais on reste humble parce que tout n'est pas gagné mais tout reste possible. »

SUR ÉCOLOGIE ET SOCIAL

● « Lorsqu'on parle d'écologie, on parle d'un projet de société : on ne règlera pas la question de l'injustice environnementale si on ne s'occupe pas de l'injustice sociale. »

- « L'écologie, c'est d'abord pour les plus faibles et notamment les classes populaires. »
- « Il ne faut jamais oublier que le bien vivre et le bien être, c'est aussi pour les classes populaires. »

SUR L'ÉCOLOGIE ET LA GAUCHE

- « On n'a pas fait d'alliance pour ces élections parce qu'on est cohérent : notre colonne vertébrale est claire. »
- « Quand on regarde le groupe Socialistes et Démocrates, ce n'est pas notre ligne : elle est pro-glyphosate, pro-traî-tés de libre échange, agriculture intensive alors que notre parti pris à nous est cohérent et clair. »
- « Cette vague européenne écologiste nous dit qu'il est grand temps de sortir des logiques productivistes et du libéralisme et de lutter contre les prédateurs de notre patrimoine naturel, notre bien commun. »
- « Le paradigme de la gauche dans

le 21ème siècle, ça sera de travailler le paradigme de l'écologie. »

SUR LA TENTATION HÉGÉMONIQUE DE BELV

- « On reste très humble et on est très attristé que le RN fasse des scores aussi hauts. »
- « Face à l'extrême droite, aux cyniques et au "c'était bien avant", la seule réponse, c'est l'écologie. »
- « Les Français aiment l'écologie (...), tout le monde est en mouvement vers cette société écolo mais cette société écolo doit prendre de l'ampleur et nous, on veut en ouvrir les portes et les fenêtres. »
- « On n'est pas là pour parler avec des chapelles. C'est fini. On doit parler avec les Français et les citoyens européens. »
- « Il faut dire que la société de demain, c'est la société de partage et de conscience des valeurs. »
- « Il ne faut pas voler l'avenir de la jeunesse. Le temps nous est compté. »

SUR LA MAIN TENDUE DE LREM

● « Il faut leur dire "arrêtez de prendre vos rêves pour des réalités". »

● « La majorité et le gouvernement ne sont pas à la hauteur de l'enjeu [écologique]. »

● « Le départ de Nicolas Hulot a été très révélateur : tout seul dans ce gouvernement, il n'y a pas de marge de manœuvre. »

● « Le libéralisme n'est pas compatible avec l'écologie mais résister contre les lobbies est très difficile. »

« Je suis fichée par Monsanto mais les lobbies ne font pas loi. Ils détruisent la démocratie parce qu'ils s'infiltrent dans les lieux de pouvoir. Il faut siffler la fin de la récré à ces lobbies et mettre fin à leur impunité. »

SUR LA LIGNE DES ÉCOLOGISTES AU PARLEMENT EUROPÉEN

● « Aucun groupe au Parlement euro-

péen n'a la majorité. Aujourd'hui, le groupe des Verts et des écolos peut faire et défaire des majorités. Donc on a de vraies responsabilités. »

● « Si notre feuille de route et nos marqueurs sont acceptés, tant mieux. Mais s'ils ne sont pas acceptés, je peux vous assurer qu'on ne lâchera pas et j'espère que les autres partis viendront nous soutenir. »

● « Nous avons cette force aujourd'hui qui fera tout pour imposer la transition écologique parce que nous n'avons plus le temps et que nous sommes dans un système géopolitique : l'Europe doit redevenir leader en matière de climat. »

● « Entre la Chine, Poutine et les États-Unis, on peut montrer que c'est possible. »

● « L'écologie, ce n'est pas la contrainte, c'est une opportunité. »

SUR L'ANTICAPITALISME

● « On s'est toujours opposé aux accords de libre échange. »

● « Il est hors de question aujourd'hui de prôner cette mondialisation à outrance, au-dessus des normes sociales et environnementales. »

● « Il y a des populations très précaires qui se serrent le porte monnaie pour compter leurs centimes et s'acheter à manger. Moi, je suis dans une logique de post-croissance. »

● « Il faut sortir de cette logique du plus, toujours plus : on exploite plus pour faire quoi ? »

● « Je suis pour la sobriété, c'est-à-dire répondre aux enjeux fondamentaux d'abord pour les classes les plus précaires. »

● « Il faut parler des inégalités sociales et de la répartition des richesses : il y a ceux d'en haut qui profitent plus que ceux d'en bas qui n'ont plus rien. Il faut rééquilibrer tout ça. »

● « La croissance, c'est le problème, ce n'est pas la solution. »

● « Il faut changer le vocabulaire : la croissance ne prend en jeu que les questions économiques. Il faut passer aux critères sociaux et environnementaux. »

SUR YANNICK JADOT ET 2022

● « Yannick Jadot n'est pas dans cette logique-là. Nous, on est dans une logique de montrer que la société a besoin de nous et nous, on a besoin d'elle. »

● « Ma priorité et ma finalité c'est de mettre le paquet sur les enjeux environnementaux, sauver le climat et ne laisser personne sur le bord de la route. »

● « Je fais un clin d'œil à la compagne de Yannick Jadot (NDLR : Isabelle Sporta, ancienne journaliste à RTL) parce qu'elle a fait un choix très courageux. »

● « Il faut faire confiance aux femmes : elles ont droit et elles sont capables de faire le propre jugement. »

O KARIMA DELLI



LA GAUCHE PART DIVISÉE ET ARRIVE DÉCIMÉE

Reprendre l'Europe

Comment et où mener la bataille politique pour reconquérir la souveraineté populaire en Europe ?

Réponses croisées de Manuel Bompard et Yánis Varoufákis.

Regards. A-t-on besoin d'Europe ? Pour quoi faire ?

Manuel Bompard. L'Europe est une grande idée, mais les traités qui l'organisent sont une grande calamité. Là où la coopération européenne devrait permettre de lutter contre la catastrophe écologique, ce sont les lobbies du productivisme et du nucléaire qui règnent en maîtres à Bruxelles. Là où l'Europe devrait permettre l'harmonisation par le haut des droits humains, elle organise au contraire la mise en concurrence des peuples et le démantèlement des services publics. Nous avons donc surtout besoin de mettre un terme à l'Europe de la caste. Alors nous pourrions nouer les coopérations internationales indispensables par exemple pour faire face au désastre écologique ou pour lutter contre la fraude et l'évasion fiscale.

Yánis Varoufákis. Nous sommes face à un dilemme. Soit s'organiser politiquement et économiquement au niveau de l'État-nation ; soit agir de façon transnationale dans toute l'Europe. DiEM25 est convaincu que c'est un dilemme erroné, basé sur une mauvaise appréhension du capitalisme contemporain. Les banquiers, eux, ne s'embarrassent pas de ce pseudo-dilemme. Ils comprennent que pour garder les États-nations sous leur emprise, ils doivent opérer de façon transnationale. Les fascistes, eux aussi, l'ont bien compris. Alors qu'ils appellent à la restauration d'un État national clos, ils aspirent à une Internationale nationaliste. Il n'y a que la gauche qui continue d'avoir des voix qui appellent sincèrement à un projet politique basé sur l'État-nation. Nous avons donc besoin d'Europe car la tension entre la finance et la souveraineté nationale atteint son

apogée au niveau transnational. L'élite financière transnationalise le capital en une forme liquide afin de mettre les États à ses pieds. Et à DiEM25, nous considérons que pour reconquérir nos villes, nos régions et nos pays, nous devons reconquérir l'Europe.

**Comment donner envie
d'Europe aux Européens ?
Quel projet fédérateur ?**

Manuel Bompard. En cessant de faire tout pour qu'ils la détestent. Les peuples européens ne sont pas masochistes. L'Europe les attaque de toutes parts avec la complicité des oligarchies nationales. Il faut y mettre un terme. Nous proposons de sortir des traités existants en renégociant autour des points fondamentaux : fin de l'indépendance de la Banque centrale européenne, harmonisation par le haut des droits sociaux et des politiques d'égalité, arrêt des directives de libéralisation des services publics, sortie de l'OTAN, rejet des accords de libre-échange comme le TAFTA, etc. C'est le plan A. Sans cela, l'Europe court à sa perte.

Yánis Varoufákis. Les progressistes, en France, n'ont jamais commis cette

erreur d'identifier la France avec l'État français. Pourquoi donc identifierions-nous l'Europe avec les institutions de l'Union européenne ? Les Européens veulent l'Europe et, en même temps, ils ont en horreur ses politiques ridicules ainsi que ses méthodes antidémocratiques. Ils méprisent le fait que, alors que les deux tiers des Européens sont favorables à l'interdiction des pesticides et des véhicules diesel, l'UE conspire pour autoriser le glyphosate tout en fermant les yeux sur le « dieselgate ». Nous devons donc démontrer aux Européens qu'il est parfaitement possible – même si ce n'est pas facile, bien sûr – de reprendre le contrôle des institutions de l'UE, de réaligner leurs politiques et leurs pratiques sur ce que souhaitent les Européens et de commencer le débat au niveau de base sur le type d'Union européenne démocratique que nous voulons.

« On ne combat pas l'eurologarchie sous domination allemande avec des pistolets à eau. Pour réussir le plan A, il faut une arme dans la négociation, un outil de dissuasion. C'est le plan B. »

Manuel Bompard

Une mesure utile, urgente et qui peut changer la vie des citoyens européens ?

Manuel Bompard. Abolir la directive des travailleurs détachés. Elle précarise chaque salarié ou artisan français puisqu'on peut désormais lui préférer un ressortissant d'un autre pays européen au droit social moins favorable. C'est une mesure dangereuse qui dresse les peuples les uns contre les autres. D'ailleurs, sur ce sujet aussi, les grands discours de Macron ont accouché d'une souris.

Yánis Varoufákis. Un programme de relance verte fondé sur un investissement annuel de cinq cents milliards d'euros pendant cinq ans, financés par des obligations de la Banque européenne d'investissement. Les banques centrales européennes devront être prêtes à racheter ces obligations au cas où leurs rendements commenceraient à augmenter. Il faudra donc créer une Agence pour la transition verte européenne chargée d'identifier et de diriger ces projets de transition verte – qu'il s'agisse de l'énergie, des transports, de l'industrie et de l'agriculture. Ces « me-

sures » créatrices d'emplois seront à la base de la transition verte indispensable pour assurer le futur des Européens.

Peut-on vraiment changer l'orientation de l'Union européenne et avec qui ?

Manuel Bompard. Bien sûr. Mais ça ne sera pas un long fleuve tranquille. On ne combat pas l'eurologarchie sous domination allemande avec des pistolets à eau. Pour réussir le plan A, il faut une arme dans la négociation, un outil de dissuasion. C'est le plan B. C'est celui qui a manqué à Tsipras pour pouvoir appliquer sa politique. Conséquence ? C'est la Commission européenne qui lui dicte aujourd'hui sa politique, et c'est le peuple grec qui paye la facture. Des forces politiques font le même constat dans chaque pays d'Europe. C'est le cas de Podemos en Espagne ou du Bloc de gauche au Portugal, qui ont tous réalisé un score à deux chiffres à des élections nationales. C'est pourquoi nous nous sommes rassemblés dans le mouvement « Et maintenant le peuple ! » : pour mener ensemble la bataille des élections européennes. Malheureusement, en France,

les listes fleurissent et les calculs politiques semblent l'emporter sur l'ambition de faire bouger le rapport de forces en Europe. Mais je crois que les électorales et les électeurs sauront s'y retrouver.

Yánis Varoufákis. L'orientation de l'UE ne cesse de changer. Sauf sur un point : elle s'oriente toujours plus dans la direction d'un racisme blanc et d'une fragmentation à laquelle aspirent l'internationalisme nationaliste. La question est donc : comment le changement peut-il être redirigé dans un sens humaniste et progressiste ? Après la capitulation de Syriza en 2015, DiEM25 croit que c'est une erreur d'aspirer à des alliances entre les pays – par exemple entre la France et la Grèce – ou entre des partis constitués et concourant à l'échelle nationale. La réorientation des politiques européennes nécessite un nouveau mouvement politique transnational que DiEM25 incarne déjà. À DiEM25, nous n'avons pas des branches françaises, allemandes, grecques et italiennes séparées, mais nous agissons dans tous les pays comme un mouvement unique et unifié – qui décide d'une seule voix de

ses positions sur les retraites en France ou sur l'imposition en Grèce.

« L'élite financière transnationalise le capital en une forme liquide afin de mettre les États à ses pieds. Pour reconquérir nos villes, nos régions et nos pays, nous devons reconquérir l'Europe. »

Yánis Varoufákis

Face à la montée du nationalisme, de l'extrême droite, quelle réponse à la question migratoire ? Quelle campagne et quelle priorité pour les européennes ?

Manuel Bompard. L'élection européenne en France sera avant tout une élection nationale. Il s'agit d'un premier test électoral pour Macron. C'est donc une occasion en or de lui faire payer sa politique pour les riches, au détriment du plus grand nombre et de l'environnement. Ce faisant, c'est aussi l'Europe de la caste que l'on combat puisque Macron veut en assouvir tous les désirs. L'extrême droite progresse sur l'absence de remise en cause d'une construction européenne autoritaire et injuste, dans laquelle la droite et les sociaux-dém-

crates gouvernent ensemble depuis vingt ans. Elle se nourrit d'une crise migratoire dont sont responsables les politiques européennes qui sèment la guerre et la famine. La combattre, c'est donc identifier les vrais responsables de l'impasse dans laquelle est enfermée aujourd'hui l'Europe. C'est proposer une issue positive en faisant du mouvement « Et maintenant le peuple ! » la surprise des élections européennes.

Yánis Varoufákis. À partir du moment où nous défendons le récit selon lequel il faut « reprendre le contrôle de nos frontières », nous devenons involontairement les complices de ceux qui ont construit leurs carrières politiques en faisant des immigrés des boucs-émissaires. La gauche ne doit pas tomber dans ce piège. Il est impératif d'organiser des routes sûres pour les migrants qui meurent souvent aujourd'hui sur leur trajet vers l'Europe. Certains d'entre eux sont même incarcérés par des « entrepreneurs » brutaux, bien souvent subventionnés par l'UE. Aussi, nous devons investir dans la lutte contre le changement climatique et les guerres néocoloniales qui forcent les populations à l'exil.

C'est aussi pour cette raison qu'avec de nombreuses autres organisations – comme Générations en France, Razem en Pologne ou Alternativet au Danemark – Diem25 a mis en place le « Printemps européen ». Notre liste paneuropéenne, avec son programme unique, proposera un véritable New Deal européen. En mettant l'accent sur quatre objectifs fondamentaux – la démocratisation de l'Europe, la lutte contre la pauvreté et l'exploitation, la croissance partagée et la prospérité verte, et la solidarité internationale renforcée –, notre programme présentera jusqu'au moindre détail les changements institutionnels et politiques que nous proposons.

**○ PROPOS RECUEILLIS PAR FABIEN
PERRIER ET PIERRE JACQUEMAIN**

Après les européennes, la crise s'épaissit

Les élections sont passées, avec leurs certitudes et leurs surprises. L'extrême droite et LREM en tête, les autres loin derrière. Surtout la gauche.

Une gauche toujours dans ses basses eaux, un Rassemblement national guillemet, un pouvoir qui colmate les brèches non sans mal. Les Verts ont pris la main et les acteurs de l'ex-Front de gauche sont dans les choux. (voir résultats ci-contre).

L'EXTRÊME DROITE, VENT EN POUPE

Pendant de longs mois, La République en marche (LREM) faisait la course en tête dans les sondages. Depuis quelques semaines, porté par la vague « populiste » européenne, le Rassemblement national (RN) avait pris l'ascendant sur le parti du Président. À l'arrivée, il confirme qu'il est devenu la première force du pays. Si l'on y ajoute les autres listes de la même famille, l'extrême droite française frôle désormais les 30%.

Le RN a surfé sur le discrédit de l'équipe au pouvoir, attisé la fragilité que les gilets

jaunes ont spectaculairement aggravée, joué sur le ressentiment des classes populaires. Le vote du 26 mai a confirmé ce que l'on sait depuis quelques années et que les sondages annonçaient. Parmi ceux qui votent, un quart des employés, 40% des ouvriers, un tiers de ceux dont la formation est inférieure au bac, près d'un tiers des revenus les plus bas auraient choisi de voter pour la liste patronnée par Marine Le Pen.

Force est de constater que le RN a contribué à la mobilisation civique plus large des catégories populaires. Sans doute la propension à l'abstention continue-t-elle de toucher davantage les classes dites subalternes et notamment les employés. Mais, cette fois, les écarts de participation électorale entre les cadres et les ouvriers a été réduit, comme si une part de ces groupes avait trouvé, dans le vote en faveur du RN, le moyen d'exprimer sa colère et son res-

LA GAUCHE PART DIVISÉE ET ARRIVE DÉCIMÉE

Élections							
Présidentielle 2017		Législatives 2017		Européennes 2014		Européennes 2019	
Abstentions	22,2	Abstentions	51,3	Abstentions	57,6	Abstentions	49,3
Extrême gauche	1,7	EXG	0,8	Extrême gauche	1,6	LO	0,8
Mélenchon	19,6	PCF (1)	2,7	Front de gauche	6,6	PCF	2,5
		FI	11,0			FI	6,3
Hamon	6,4	PS-Radicaux	7,9	PS et radicaux	14,0	G-s	3,3
		Ecolo	4,3			PS-PP	6,2
Macron	24,0	RM-Modem	32,3	EE-LV	9,0	EELV	13,4
		UDI	3,0	UDI-Centre	9,9	LREM	22,3
Fillon	20,0	LR	15,8	UMP	20,8	UDI	2,51
DVD	1,2	DVD	2,8	DVD	7,1	LR	8,5
Le Pen	21,3	FN	13,2	Front national	24,9	FN/RN	23,4
Divers						DLF	3,5
EXD	5,8	EXD	1,5			LP	0,7
						UPR	1,2
		FI + PCF	13,8			FI + PCF	8,8
Gauche	27,7	Gauche	28,3	Gauche	34,0	Gauche	32,5
Extrême droite	27,1	Extrême droite		Extrême droite	24,9	Extrême droite	28,8
FI/gauche	70,8	FI/gauche	39	FG/gauche	19	FI/gauche	19
		FI+PC/gauche	49			FI+PC/gauche	27

(1) Le PCF se réclame de 3,17% des suffrages

Comparatif européennes 14 et 19, présidentielle et législatives 17 (PDF – 228.3 ko)

sentiment, quand la gauche d'autrefois les mobilisait autour de l'espérance.

Le vote en faveur de l'extrême droite est en passe de devenir un vote stable, comme l'était le vote communiste dans les trois premières décennies de l'après 1945. Il s'agit d'un vote fortement nationalisé, au-dessus de 30% dans 18 départements (presque 40% dans l'Aisne), au-dessous de 20% dans 19 départements et au-dessous de 10% uniquement à Paris et dans les Hauts-de-Seine. En même temps, il s'agit d'un vote régionalisé, dont les points forts se situent dans le quart Nord et Est et sur le pourtour méditerranéen, tandis que les zones relativement les plus réfractaires sont sur les terres du grand Ouest.

Le vote RN est celui qui mobilise le plus largement l'électorat antérieur – en l'occurrence celui d'avril 2017 – et ceux qui se déclarent proches de lui. C'est l'ensemble de ces traits qui expliquent que, au bout du compte, c'est bien l'extrême droite qui a profité conjoncturellement d'une mobilisation des gilets jaunes qu'elle ne contrôlait pourtant pas. Selon Ipsos, la moitié de ceux qui se « sentent très proches » des gilets jaunes et plus de 40% de ceux qui se disent « plutôt

proches » se sont portés sur un vote en faveur de l'extrême droite.

Sans doute, ce vote n'est-il pas nécessairement un vote d'adhésion aux propos et a fortiori aux valeurs du RN. Mais il ne faut pas sous-estimer l'aspect structurant d'un vote, surtout quand il se rattache à un courant ou à une formation capable de donner à la colère l'aliment d'un discours structuré, d'un véritable récit chargé de sens. Au fond, quand les catégories populaires ont commencé, à la fin des années 70, à se détourner du vote communiste, on pouvait penser qu'ils pouvaient revenir à leur vote ancien. De fait, cette possibilité est toujours réelle, mais mieux vaut ne pas sous-estimer ce que cela impose de lucidité et de renouvellement, si l'on veut éviter de laisser durablement la place de tribun à des forces qui tournent le dos à l'émancipation.

UNE FOIS DE PLUS, L'ÉCOLOGIE

Après 2017, la donne s'annonçait favorable à une gauche de gauche requinquée. Le socialisme issu du congrès d'Épinay de 1971 était agonisant et le plateau de la balance revenu vers une

gauche bien à gauche. Or le scrutin d'hier a été l'occasion d'au moins deux surprises : le total de la France insoumise et du PCF n'est plus l'axe de la gauche ; il est surpassé par le total du PS-PP et de Génération.s ; les écologistes ont retrouvé, dans la toute dernière ligne droite, jusque dans l'isolement, la dynamique qui porta la candidature Cohn-Bendit en 2009.

Nous avons fait l'hypothèse que le choix fait par Yannick Jadot de se détourner du clivage droite-gauche le pénaliserait. Ce n'a pas été le cas. Le total des mouvances plus ou moins écologistes dépasse largement les 15%. Quant aux Verts eux-mêmes, ils ont été portés à la fois par l'ampleur de la crise climatique, la vivacité des mobilisations, notamment de jeunes autour de enjeux écologistes, la force des critiques anti-consuméristes, la visibilité européenne de l'écologie politique... et l'absence d'entraînement produit par les autres listes de gauche.

A priori, le fait que l'écologie est devenue un passage obligé de la politique aurait pu desservir en le banalisant l'engagement propre d'un parti écologiste « spécialisé ». Manifestement, en

l'absence de crédibilité suffisante d'un monde politique discrédité, la spécificité « verte » a été préférée. Conjoncturellement ou non ? Cela reste à voir.

Quant au PS, il est désormais au milieu du gué. Il reste au-dessous de son score plus que médiocre de juin 2017. Mais il le dépasse si l'on additionne les voix de PS-PP et de Génération.s. Et, face à la menace d'une disparition du socialisme français de l'enceinte parlementaire européenne, le maintien à minima apparaît comme une demi-victoire.

LA DÉCEPTION DU PCF

Le PC comptait beaucoup sur cette élection. Le récent congrès avait mis au centre de sa réflexion l'idée que le PCF avait trop souffert de son absence aux consultations électorales les plus décisives. En décidant d'aller jusqu'au bout de la présentation d'une liste autonome, dirigeants et militants entendaient montrer que la visibilité électorale du parti et son potentiel militant pouvaient inverser la courbe du déclin.

Ils savaient certes que la tâche serait difficile, mais l'enjeu européen a fini par faire partie du fond culturel des communistes, qui pouvaient arguer d'un regain

européen de la gauche dite « radicale », bien regroupée dans le cadre de la Gauche unie européenne. Il s'est avéré par ailleurs que le choix de la tête de liste, l'adjoint à la maire de Paris, Ian Brossat, a plutôt « boosté » la campagne communiste, au point de laisser espérer un miraculeux franchissement de la barre des 5% et, à tout le moins, du seuil de remboursement des frais de campagne. Or l'immense déception a été au rendez-vous. Le PC, qui se réclamait de 3,4% en juin 2017, parvient tout juste à 2,5% des suffrages exprimés, devancé d'un cheveu par la liste de Jean-Christophe Lagarde et talonné par... le Parti animaliste. Il ne dépasse les 5% qu'en Seine-Saint-Denis (5,6%) et n'est au-dessus de 3% que dans 24 départements. Il est en recul sur le pourtant médiocre résultat de juin 2017 dans 45 départements métropolitains, et notamment dans ses zones de force d'autrefois. Il perd plus du quart de son potentiel de 2017 dans 18 départements, dont la Seine-Maritime, le Puy-de-Dôme, le Cher, la Haute-Vienne, l'Allier, le Nord et le Val-de-Marne. Le PC a fait un pari risqué et sa tête de liste l'a bravement assumé. À l'arri-

vée, contrairement à l'image dynamique enregistrée par les médias, le PCF est encore un peu plus fragilisé, contraint en outre à assumer la totalité de ses frais de campagne. Les militants font l'amère expérience, une fois de plus, que la volonté ne suffit pas à asseoir une force dans un espace politique national. Encore faut-il que le choix en sa faveur soit perçu comme utile. Difficile d'y parvenir, surtout pour une force anciennement installée – bientôt cent ans d'existence –, une fois qu'elle est parvenue aux limites incertaines de la marginalisation électorale, autrefois réservée aux « gauchistes » copieusement vilipendés.

L'ÉCHEC DE LA FRANCE INSOUMISE

On pouvait penser que les élections européennes allaient rejouer la grande scène de la présidentielle. Elles ont joué de fait celle du second tour. Mais n'ont pas confirmé la distribution des rôles au premier. Le parti de Jean-Luc Mélenchon et le regroupement officiels des partisans de Fillon ont mordu la poussière. Le « dégagisme » a ainsi ses coquetteries inattendues...

On savait – en tout cas à Regards – que le score de Mélenchon, en avril 2017, n'était pas celui de la nouvelle organisation qu'il avait mise en place à cet effet, mais que c'était tout simplement un vote de gauche, le mieux à même, pour le « peuple de gauche », d'énoncer clairement le désir de mettre un terme à quelques décennies de dérive libérale. Les législatives de juin, tout naturellement, avaient déjà remis les pendules à l'heure. Elles avaient simplement permis de régler dans les urnes la polémique qui avait peu à peu séparé les deux partenaires principaux du Front de gauche : jeu, set et match en faveur de la FI et de ses 11%. Le résultat de juin 2017 était donc le point de référence majeur pour jauger du nouveau résultat à venir.

L'entourage de Mélenchon affirmait à cors et à cris qu'il était possible d'atteindre cet objectif et même d'aller au-delà, pour parvenir au moins à la troisième place tant espérée, avant les majorités à venir. Le score « à deux chiffres » était l'eldorado, que quelques sondages ont entretenu, de-ci de-là. La FI en est loin au soir du 26 mai. Avec ses 6,31%, la FI approche certes à elle

seule le résultat du Front de gauche aux précédentes européennes (6,6%) et accroche de justesse une cinquième place. Mais elle recule partout sur juin 2017, sauf dans le Cantal et récupère à peine un peu plus de la moitié de son résultat de l'époque sur le plan national. Elle perd plus de 5% dans 43 départements, où son influence de 2017 était au-dessus de la moyenne nationale.

Comment s'explique ce résultat ? Le profil de son électorat suggère que la FI n'a pas véritablement de point fort. Elle attire un peu plus que la moyenne les 18-24 ans (9%) et les 35-49 ans (10%), les professions intermédiaires (10%) et les employés (11%), les revenus les plus faibles (12% des moins de 1200 euros). Mais, de façon globale, les plus jeunes sont attirés par les Verts, les employés, les ouvriers et les chômeurs par le RN. La FI recueille les suffrages de 20% de ceux qui se sentent « très proches » des gilets jaunes, mais bien loin derrière l'extrême droite.

La ventilation des électeurs antérieurs et des « proches » est le déterminant le plus structurant. Alors que 57% des électeurs Macron d'avril 2017 qui ont voté

cette fois ont choisi LREM et que 78% des électeurs Le Pen ont porté leur voix au RN, les électeurs Mélenchon - par ailleurs les plus abstentionnistes - n'ont été que 36% à voter en faveur de la liste de Manon Aubry. Plus significatif encore est le vote des « proches » : 78% de ceux des Verts, 88% de ceux de LREM et surtout 91% de ceux du RN ont voté pour le parti qui les attire le plus. Ce n'a été le cas que pour 67% des proches de la FI, ce qui a été corroboré par toutes les enquêtes depuis le début de l'année. Au total, depuis deux ans la FI a perdu sur sa gauche sans mordre significativement sur de nouveaux électeurs, à gauche comme à droite.

UNE STRATÉGIE DÉCALÉE

Dès le soir du premier tour de la présidentielle, Jean-Luc Mélenchon s'est installé dans la conviction que le « déga-gisme » poussait à abandonner l'ancrage dans le vieux clivage de la droite et de la gauche, pour se fixer l'objectif de rassembler le « peuple » et non la « gauche ». Il assortissait ce choix de l'affirmation selon laquelle, dans un moment « destituant », l'essentiel est d'attiser la colère contre la « caste », en l'occurrence incarnée par la personnalité de Macron.

La stratégie « populiste » avait donc un double objectif : attirer la plupart de ceux qui rejettent Macron pour prolonger en majorité effective le score de la présidentielle ; détourner du vote d'extrême droite les catégories populaires en colère. Les gilets jaunes ont amplifié ce choix, qu'un homme comme François Ruffin a porté à son apogée, en cultivant ouvertement la « haine » à l'égard du « représentant » des patrons et des riches. Quand s'approche la perspective de l'élection européenne, le noyau dirigeant de la FI décide d'en faire un terrain d'application de la logique retenue : l'élection doit devenir un « référendum anti-Macron ».

Le 12 novembre dernier, nous émettions des doutes sur cette stratégie. Le résultat du scrutin européen ne fait que les aiguïser. Loin de l'élargissement majoritaire, la volonté de clivage avec la « gôche » – horrible terme venu tout droit de l'extrême droite des années trente –, la dénonciation de la « soupe aux logos » et le jeu du « bruit et de la fureur » ont éloigné une part de la gauche, sans gagner d'autres forces pour compenser cet éloignement. À la limite, l'obsession du clivage – manifeste sur l'affaire de l'appel pour l'accueil des migrants en

novembre 2018 – a plutôt redonné de l'espace à une gauche jugée moins virulente, en particulier aux écologistes et au tandem PS-PP. Elle a même redoré le blason du PC violemment critiqué, même si le résultat électoral n'a pas été probant de ce côté-là.

Au soir du 26 mai, trois constats cruels peuvent être faits : loin d'une amplification de la dynamique du printemps 2017, la FI enregistre un recul sévère, qui fait du parti pris majoritaire un vœu pieux ; le tropisme qui attire une partie des couches populaires vers l'extrême droite

continue d'agir ; le référendum anti-Macron a profité au rassemblement national et piégé la FI. Du vote européen, il serait donc préférable de tirer la conclusion qu'il y a désormais trois impasses qui menacent la gauche et avivent la désaffection à son égard : les sirènes du libéralisme, l'invocation d'une union de la gauche à l'ancienne et le parti pris populiste. Le profil des votes à l'échelle européenne rend plus urgent encore de tirer les leçons stratégiques des butoirs rencontrés.

	2014		2019		Différence 2019 - 2014	
	Sièges	%	Sièges	%	Sièges	%
Groupe du Parti populaire européen (PPE)	216	29,4	179	23,8	-37	-5,6
Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D)	185	25,4	150	20,0	-35	-5,5
Conservateurs et réformistes européens (CRE)	77	9,3	58	7,7	-19	-1,6
Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE)	69	8,9	107	14,3	38	5,3
Groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL)	52	6,9	38	5,1	-14	-1,9
Groupe des Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE)	52	6,7	70	9,3	18	2,7
Groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD)	42	6,4	56	7,5	14	1,1
Groupe Europe des Nations et des Libertés (ENL)	36		58	7,7	22	7,7
Non-inscrits (NI) et autres	52	6,9	35	4,7	-17	-2,3
Total extrême droite	78	6,4	114	15,2	36	8,8

Composition Parlement européen 14-19 (PDF – 235.8 ko

À la différence des consultations précédentes, c'est la totalité de la gauche européenne qui est au pied du mur. Malgré de beaux résultats dans l'Europe du Sud, la social-démocratie a reculé autant que la droite classique. Les écologistes, qui refusent de faire du clivage politique binaire un repère pertinent, ont certes bénéficié de cette carence, mais infiniment moins que l'extrême droite et les libéraux conservateurs.

Mais, cette fois, la gauche dite « radicale » n'a tiré aucun bénéfice des déboires de la social-démocratie. Le groupe de la GUE recule de façon sensible, perdant 14 sièges sur 52 et reculant de près de 2%. À l'exception du Bloco portugais qui progresse sensiblement – alors qu'il participe à une gestion gouvernementale sociale-démocrate –, presque toutes les composantes de la GUE stagnent ou reculent. La FI à elle seule atteint à peine le niveau du front de gauche en 2014, Podemos perd plus de 7%, Die Linke s'essouffle, les communistes reculent en Tchéquie et la gauche reste atomisée et inaudible en Italie.

RECONSTRUIRE À GAUCHE

La gauche est toujours dans ses basses eaux (moins d'un tiers des suffrages exprimés) et elle est dispersée. Pendant plus de trois décennies, entre la Libération et la fin des années 1970, le PC en a été la force la plus influente et la plus dynamique. Après 1978, c'est le PS de François Mitterrand qui prend la relève et le PC s'engage dans son long déclin, tandis que le PS s'enlise dans un « social-libéralisme » de plus en plus affirmé. En avril 2017, le résultat présidentiel de Jean-Luc Mélenchon bouscule enfin la donne : il rassemble un peu plus de 70% du total des voix de gauche. Les législatives de juin rectifient le mouvement, mais n'inversent pas la tendance : la FI à elle seule concentre près de 40% des voix de gauche et le total PCF-FI approche les 50%.

Le 26 avril 2019, la FI ne représente plus que moins de 20% du total de la gauche et l'ensemble communistes-In-soumis dépasse tout juste le quart. La frange de la gauche la plus à gauche, celle qui fut en longue durée la plus critique à l'égard des gestions socialistes, n'est plus en position d'hégémonie. En

scrutin européen, comme en 2009, la main est passée une fois de plus du côté des écologistes.

La fin présumée du clivage de la droite et de la gauche a, comme prévu, fait pencher la balance du côté de la droite. Le résultat est paradoxal. Dans l'ensemble, les poussées des mouvements populaires ont plutôt porté la gauche en avant. En novembre-décembre 1995, l'impulsion du « mouvement social », alors même que la droite chiraquienne triomphe, amorce la dynamique qui verra la victoire législative de la « gauche plurielle » en 1997. Cette année, l'un des mouvements populaires les plus originaux des dernières se traduit par une victoire totale de l'extrême droite française.

La crise politique est devant nous. Le pouvoir en place est ébranlé, mais pas terrassé, comptant sur les divisions de ses adversaires plus que sur les vertus de sa force de conviction. L'extrême droite donne tranquillement le ton, impose ses thèmes comme autant de demandes populaires que nul ne peut ignorer.

La gauche est éclatée, à l'image d'un

peuple lui-même divisé, éparpillé territorialement en un archipel que seul le « récit » d'exclusion de l'extrême droite est capable de réunir politiquement. Dans les années 1980, le socialisme pensa qu'il pouvait durablement gouverner en composant avec le néolibéralisme dominant. Il ne faudrait pas que la gauche, et a fortiori sa part la plus à gauche s'imaginent qu'elle pourra en faire autant avec l'air du temps imposé par l'extrême droite. La fixation identitaire et l'obsession sécuritaire sont des pièges que nulle ruse ne peut permettre d'éviter, fût-ce au nom du peuple et de sa « souveraineté ».

Face au grand récit qui tourne le dos à l'émancipation, il convient donc de retisser un récit, dans l'esprit de ce qui fit la force de la gauche historique et qui porta le mouvement ouvrier : la passion de l'égalité, de la citoyenneté et de la solidarité. Reconstruire une gauche bien à gauche suppose de renoncer aux demi-mots, aux compromis boiteux et aux consensus étouffants. Mais la gauche politique et sociale est aussi menacée par la guerre des courants, les clivages que l'on cultive à l'excès et que l'on voudrait trop souvent transformer en

frontières entre « les » gauches, les libéraux et les républicains, les centralisateurs et les fédéralistes, les mondialistes et les souverainistes, les individualistes et les collectivistes, les « sociaux » et les « sociétaux ». Autant de tensions qui reflètent les contradictions du réel, qu'il est déraisonnable de vouloir effacer, mais qu'il convient de maîtriser collectivement, pour ne pas faire de la spécificité de chacun une différence et la source d'inépuisables déchirements.

Inventer les formes de la mise en commun, repenser toutes les facettes de l'espace public, ne plus confondre la liberté et la concurrence marchande, le public et l'administratif sont des enjeux majeurs. Inventer la forme moderne de l'association d'individus libres, autonomes et solidaires est une autre tâche, tout aussi rude. La vie contemporaine nous en assigne une autre. Le mouvement ouvrier européen avait trouvé, dans différents pays et différents moments, des manières d'articuler les champs séparés du social, du politique et du culturels. De vastes galaxies ouvrières s'y attelèrent, sous forme travailliste, sociale-démocrate ou communiste. Mais ces galaxies se sont défaites, parce qu'elles étaient trop rigides et parce le

temps de l'histoire ouvrière s'est révolutionné, en bien ou en mal.

Le résultat est que l'on est passé de la subordination à la séparation, de l'obédience à la méfiance. Or là s'est trouvée la grande faiblesse des dernières décennies, dont l'actualité récente vient de montrer les dangers : économique, social, politique et culturel ne marchent plus du même pas. Du coup, la régulation globale des sociétés reste aux forces dominantes, de l'argent ou de la puissance. Et l'aliénation des individus suit son petit bonhomme de chemin. Réarticuler sans subordonner quiconque à qui que ce soit : rude et nécessaire objectif.

Le scrutin d'hier nous laisse au moins une certitude : ou nous bougeons ensemble ou nous mourrons...

O ROGER MARTELLI

Sortir du manichéisme pro/ anti-Europe

Diem25, Maintenant le peuple... Les partis nationaux de la gauche radicale peuvent-ils se fédérer pour présenter une alternative à l'UE actuelle ? Fabien Escalona analyse leurs points de convergence et de divergence.

Regards. Le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon a officiellement quitté le Parti de la gauche européenne (PGE) en juillet, expliquant ne pas vouloir appartenir au même parti européen qu'Alexis Tsipras, devenu selon lui le représentant de la ligne austéritaire en Grèce. Le PGE est-il obsolète ?

Fabien Escalona. La création de ce parti en 2004 témoignait de la renaissance de la gauche radicale après la longue nuit des années 1980 et 1990. Mais la crise grecque de 2015 a révélé qu'il ne constituait pas un outil satisfaisant pour affronter le chantage que su-

bissait le gouvernement de Syriza, et elle a conduit à l'émergence d'entreprises concurrentes à gauche. Le PGE s'est en effet avéré un cadre à la fois trop étroit et trop large. D'un côté, Diem25, lancé par Yanis Varoufakis dans le but de démocratiser l'Union européenne d'ici une dizaine d'années, cherche à rassembler au-delà de la gauche radicale, dans les rangs des verts et de la social-démocratie – avec des figures comme Paul Magnette, l'ancien ministre-président belge de la Wallonie ou le porte-parole d'EELV Julien Bayou. De l'autre côté, les divers « sommets du plan B » initiés par Jean-Luc Mélenchon affirment au contraire

la nécessité d'un périmètre de débat plus resserré pour réfléchir aux modalités d'une sortie de l'euro ou de l'Union en cas d'échec de la renégociation des traités.

« Maintenant le peuple a le mérite d'être un rassemblement idéologique cohérent, réunissant les diverses formations de ce qu'on peut nommer la «nouvelle gauche radicale». »

Depuis avril, il faut compter aussi avec Maintenant le peuple (MLP), qui semble gagner de l'ampleur...

Fabien Escalona. Le mouvement lancé en vue des élections européennes de mai 2019 par la France insoumise (FI), le Bloco de Esquerda portugais et l'Espagnol Podemos a été rejoint en juin par les Danois d'Alliance Rouge-Verte, les Suédois du Parti de gauche et les Finlandais d'Alliance de gauche... MLP a le mérite d'être un rassemblement idéologique cohérent, réunissant les diverses formations de ce qu'on peut nommer

la « nouvelle gauche radicale ». Sur les décombres de la vieille gauche productiviste, restée inscrite dans l'histoire et les débats du mouvement ouvrier, cette nouvelle famille développe une doctrine et se fonde sur une base sociologique, toutes deux mieux adaptées au temps présent. Héritière du mouvement altermondialiste, elle se caractérise par son habileté à marier les exigences démocratiques, sociales et écologiques de manière innovante, en prenant aussi en compte les questions des minorités.

La première déclaration de MLP parle explicitement de « rompre avec le carcan des traités européens qui imposent l'austérité ». Les signataires sont-ils d'accord sur les formes de cette rupture ?

Fabien Escalona. Ils se retrouvent tous autour d'un discours très critique sur l'UE, présenté comme foncièrement néolibérale, militariste et antidémocratique, et rendant quasiment impossible toute

politique réellement progressiste (au moins en termes socio-économiques). Mais ils ne sont pas sur la même ligne vis-à-vis de la stratégie exacte à suivre pour combattre les traités existants : les changer sans en sortir ? Menacer d'en sortir ? En sortir d'emblée comme préalable à une politique de gauche ? Les plus radicaux figurent au sein des trois formations nordiques. Celles-ci ont toujours été fortement opposées à l'intégration européenne, et elles envisagent sans complexe une sortie de l'UE en des termes qui choqueraient en France. Il faut dire qu'en Suède, par exemple, même la social-démocratie voyait l'UE comme un club catholique, conservateur et capitaliste, jusqu'aux années 1980. La gauche nordique a par ailleurs une tradition de neutralité et de pacifisme qui la préserve de tout procès en nationalisme, alors qu'en France, la tradition jacobine de la FI, ses références positives au service militaire et la présence du FN sur le terrain de l'euroscpticisme compliquent davantage le débat...

La France insoumise se place sur une ligne assez distincte ?

Fabien Escalona. Elle a opté pour la ligne plan A / plan B, beaucoup plus audible politiquement, et sans doute plus maline stratégiquement, plutôt que de prôner une sortie sèche de l'euro. Quant au Bloco portugais dirigé par Catarina Martins, il a certes choisi de soutenir les mesures de relâchement d'austérité menées par le gouvernement socialiste d'Antonio Costa. Mais il affirme sans détour que s'il arrive au pouvoir et que l'euro s'avère un obstacle à l'application de son programme, il faudra en sortir – ce qui lui vaut moins des procès en nationalisme qu'en irréalisme. Il n'est pas question, toutefois, de parler de sortie de l'UE pour le Bloco, tant l'identité démocratique du Portugal est associée à son intégration à l'UE. Podemos demeure pour sa part très vague sur sa stratégie, et ne reprend pas à son compte la dialectique plan A / plan B, qui n'apparaît pas explicitement dans la déclaration. Il apparaît comme la formation la plus soft sur l'enjeu européen.

Ces divergences n'empêcheront-elles pas MLP de faire une campagne commune efficace aux prochaines européennes ?

Fabien Escalona. Le mouvement ne pourra effectivement pas faire campagne sur la stratégie précise à adopter contre l'UE existante, mais ce n'est pas forcément un handicap, puisque de toute façon ce n'est pas à des élections européennes que l'on décide de sortir des traités. Si cela se produit, ce sera le fait d'un gouvernement national, qui décidera d'être un grain de sable dans la machine – comme avait pu l'être Paul Magnette, lorsqu'il avait refusé de signer le CETA, l'accord de libre-échange entre le Canada et l'UE. La stratégie européenne n'est pas l'alpha et l'oméga de ce qui permet la coopération au sein de MLP, qui se concentrera sur les thèmes de la souveraineté populaire, sur la lutte contre le néolibéralisme et pour une écologie politique. Même si Podemos ne suit pas Mélenchon sur l'idée d'un plan B, ils sont très proches dans leur réflexion sur le populisme et sur les modèles d'Amérique latine.

« Le mouvement de Varoufakis veut apporter une réponse d'emblée paneuropéenne à la crise, comme si un espace politique européen existait déjà et qu'il suffisait d'y émettre des arguments rationnels pour démocratiser l'Europe. »

MLP risque-t-il de souffrir de la concurrence de la liste paneuropéenne transnationale de Diem 25 ?

Fabien Escalona. Je suis assez sceptique quant aux chances de Diem 25. Le mouvement de Varoufakis veut apporter une réponse d'emblée paneuropéenne à la crise, comme si un espace politique européen existait déjà et qu'il suffisait d'y émettre des arguments rationnels pour démocratiser l'Europe. C'est une initiative un peu hors-sol, négligeant les questions de rapports de forces et dépourvue d'ancrage populaire. Là où MLP est une coopération de partis ayant un fort ancrage électoral national, les formations qui participent à Diem25 sont très petites, comme le mouvement Génération.s de Benoît Hamon ou le parti polonais Razem... Paul Magnette,

qui est l'une des voix les plus intéressantes et offensives de la social-démocratie, a pu dire que « l'espace public européen n'est pas assez mature », mais j'irais plus loin en affirmant que ce n'est pas – ou plus – le but des principales forces dirigeantes de l'UE. La progression se fait dès maintenant dans un sens autoritaire antidémocratique.

Vers quoi l'Union évolue-t-elle, alors ?

Fabien Escalona. On peut se demander si l'UE peut devenir plus qu'une « démocratie des démocraties », selon la formule de la philosophe Justine Lacroix. Aller vers une sorte de super État-nation européen à démocratiser, c'est ignorer la violence qui a précédé et présidé au processus d'homogénéisation culturelle et linguistique expérimenté par les formations sociales nationales – formations qui nous sont aujourd'hui si familières. Il faut se demander si l'on peut arriver à un degré d'intégration européenne satisfaisant sur le plan démocratique sans passer par un processus de création violente.

Si l'on n'y arrive pas, ne faudrait-il pas en prendre son parti et tenter une intégration différenciée et réversible selon les sujets ? C'est un chantier de réflexion majeur, qui permettrait de sortir du manichéisme pro / anti-Europe dans lequel certains responsables politiques souhaitent nous enfermer.

**O PROPOS RECUEILLIS PAR LAURA
RAIM**

Européennes : où est le peuple ?

L'échec cuisant du PCF et surtout celui de la France insoumise relancent un débat : faut-il tourner la page de la gauche ?

1. En avril 2017, Jean-Luc Mélenchon rassemble 70% du total – faible il est vrai – des voix de la gauche. En juin 2017, le PCF mord la poussière, mais le total des deux ex-partenaires du Front de gauche approche les 14% et ils regroupent presque la moitié du score de la gauche. La gauche de gauche a manifestement pris la main, après quarante années de vache de plus en plus maigre.

Le 26 mai 2019, le PC et la FI font un petit 8,8%. Cette fois, les deux ne rassemblent plus qu'un quart des voix de gauche. La FI à elle seule comptait pour 40% du total de la gauche en juin 2017 ; elle ne compte plus que pour un peu

moins d'un cinquième au printemps 2019.

Dans notre Midinale d'hier, Raquel Garrido expliquait que le score décevant était dû l'abandon de la fibre antisystème qui aurait fait le succès de Jean-Luc Mélenchon en avril 2017. Je pense pour ma part que le succès ne venait pas de là et que, en le pensant explicitement ou implicitement, le noyau dirigeant de la France insoumise a laissé s'éloigner une grosse part de la gauche qui avait alors choisi le vote Mélenchon.

2. Les études disponibles sur le vote Mélenchon 2017 sont concordants et

LA GAUCHE PART DIVISÉE ET ARRIVE DÉCIMÉE

Pénétration des candidats dans les catégories sociopolitiques (2017)

	Jean-Luc Mélenchon				
	BVA	Viavoice	Ipsos	OpinionWay	Ifop
Cadres	21	17	19	18	16
Prof. Interm.	20	25	22	24	26
Employés	26	19	22	23	24
Ouvriers	21	24	24	22	25
Proches de la gauche	46			40	38
Proches FN	0			1	2
Aucun parti			23	21	24
Mélenchon 2012	83	81	80	75	73
Hollande 2012	28	28	24	27	26
Bayrou 2012	10	14	10	12	11
Sarkozy 2012	4	3	3	3	3
Le Pen 2012	3	1	3	4	4

	Emmanuel Macron				
	BVA	Viavoice	Ipsos	OpinionWay	Ifop
Cadres	32	35	33	33	37
Prof. Interm.	29	23	26	26	27
Employés	16	20	19	17	18
Ouvriers	15	15	16	13	15
Proches de la gauche	29			40	40
Proches FN	1			1	1
Aucun parti			19	23	21
Mélenchon 2012	7	7	10	8	10
Hollande 2012	45	45	47	45	48
Bayrou 2012	45	46	43	44	52
Sarkozy 2012	16	17	17	17	17
Le Pen 2012	3	3	2	3	3

	Marine Le Pen				
	BVA	Viavoice	Ipsos	OpinionWay	Ifop
Cadres	7	12	14	10	10
Prof. Interm.	17	18	19	19	17
Employés	30	31	32	30	30
Ouvriers	45	41	37	40	39
Proches de la gauche	3			1,5	3
Proches FN	91			92	91
Aucun parti			21	23	22
Mélenchon 2012	4	4	3	4	4
Hollande 2012	6	4	6	6	6
Bayrou 2012	4	5	3	5	6
Sarkozy 2012	15	13	14	13	14
Le Pen 2012	81	85	85	79	80

infirmement à mes yeux l'idée d'un moteur « populiste » de ce vote. Celui-là a certes retrouvé une part de la composition populaire des électors de la gauche française d'autrefois. Près d'un quart des catégories populaires (ouvriers et employés) a choisi le vote en sa faveur. On notera que cette propension n'est pas univoque : alors que les électors de Marine Le Pen et d'Emmanuel Macron sont déséquilibrés, au détriment des couches moyennes dans un cas, des couches populaires dans l'autre, Mélenchon réussit à « parler » à la fois à des cadres, à des professions intermédiaires, à des employés et à des ouvriers. Dans une France déchirée par les inégalités, c'était plutôt de bon augure ! Plus de 70% des employés et ouvriers sont allés voter à cette élection présidentielle, où la représentation populaire est donc moins défavorisée que dans d'autres consultations. Or ce vote sociologiquement marqué n'a pas obéi à de seules logiques sociales. Contrairement à ce qui se dit parfois, la logique de la droite et de la gauche a fonctionné en avril 2017 et cela se voit, que l'on prenne

en considération le vote antérieur ou la proximité partisane. Mélenchon attire d'abord la gauche (dont un gros quart de l'électorat Hollande de 2012) ; Macron bénéficie d'une autre partie de la gauche, du centre et même d'une petite frange du sarkozysme en décomposition ; Le Pen retrouve l'écrasante majorité de ses électeurs de 2012 (80%) et absorbe une partie de la droite. Les ouvriers qui votent pour Marine Le Pen ne sont pas neutres idéologiquement : ils ont voté précédemment pour elle, ou bien ils se trouvent dans des milieux locaux déjà fortement marqués par le vote frontiste d'hier.

En sens inverse, la force de Mélenchon, éclatante lors de son discours du 18 mars 2017, sur la place de la République, a été de redonner un sens éthique et populaire à des valeurs que le socialisme de gouvernement avait épuisées. Sans doute notera-t-on qu'il est parvenu, comme Macron et Le Pen, à attirer vers lui des individus qui ne se reconnaissent dans aucun parti. Mais l'expérience montre que cette capacité s'explique par un effet d'entraînement, et pas parce que

tel ou tel candidat est supposé n'être ni de droite ni de gauche. Les « indéterminés » sont attirés vers ceux qui incarnent un souffle et une accroche profonde dans un monde incertain. En 2017, Mélenchon était de ceux-là.

En 2017, il entraîne la gauche et ne mord pas sur la droite ; Martine Le Pen dynamise la droite et ne mord pas sur la gauche ; Emmanuel Macron se nourrit d'abord de la gauche et du centre, puis de la droite pour une part plus modeste – c'est une fois au pouvoir qu'il va s'installer plus avant sur sa droite.

LA GAUCHE SANS PEUPLE

3. Que nous disent les récentes élections ? Le constat est cruel, si l'on en croit les instituts Harris, Ifop et Ipsos. Le PC et la FI attirent entre 8 et 14% des employés et des ouvriers qui se sont déplacés pour voter. Le Rassemblement national de son côté en attire entre un gros quart et la moitié. Est-ce parce que le RN tient un discours « anti-système » et la FI pas assez ? Mais qu'est-ce qui explique alors que le PS, Génération.s et les Verts, censés être des partis englués

dans le système, aient au total obtenu les suffrages de plus d'employés et ouvriers que le PC et la FI réunis ? Sans compter les 11 à 12% des ouvriers qui ont choisi la liste patronnée par le Président détesté...

4. On sait que le premier parti ouvrier est celui de l'abstention. Mais parmi les ouvriers, ceux qui votent pour le Rassemblement national confirment qu'ils voient en lui le premier parti des ouvriers. Ils le font parce que le RN surfe sur leur ressentiment en leur offrant des solutions d'apparent bon sens, incluant l'exclusion d'une part du peuple (les immigrés), et parce que la gauche les a abandonnés au fil des décennies, après avoir incarné tous leurs espoirs. Il ne sert à rien de mépriser cette part du peuple qui se place sous la protection de l'extrême droite. Mais il ne faut pas se leurrer : la reconquête ne se fera pas en « imitant » la logique frontiste, mais en remplaçant le couple de la colère et du ressentiment par celui de la combativité (la lutte collective et l'engagement civique personnel) et de l'espérance.

SOCIOLOGIE DES ÉLECTORATS : PROFESSION DE L'INTERVIEWÉ (Ipsos)										
	PCF	FI	Génération- s	PS- PP	EE- LV	REM	UDI	LR	DLF	RN
CADRE	2	6	5	7	20	28	2	6	1	13
PROFESSION INTERMÉDIAIRE	4	10	4	7	21	19	2	4	3	19
EMPLOYÉ	1	11	3	3	13	15	1	8	4	27
OUVRIER	1	7	3	8	12	12	1	3	3	40
RETRAITÉ	4	4	2	8	6	30	4	11	4	22
SOCIOLOGIE DES ÉLECTORATS : VOTE AU 1 ^{ER} TOUR PRÉSIDENTIELLE 2017 (Ipsos)										
	PCF	FI	Génération- s	PS- PP	EE- LV	REM	UDI	LR	DLF	RN
J.-L. Mélenchon	11	36	6	8	19	3	1	0	3	4
B. Hamon	3	4	23	30	24	7	0	0	0	2
E. Macron	1	1	2	11	14	57	2	3	0	4
F. Fillon	0	1	0	0	4	27	9	34	3	18
N. Dupont-Aignan	0	1	0	1	9	9	2	5	37	23
M. Le Pen	0	0	0	0	5	3	0	2	4	78
SOCIOLOGIE DES ÉLECTORATS : SYMPATHIE PARTISANE (Ipsos)										
	PCF	FI	Génération- s	PS- PP	EE- LV	REM	UDI	LR	DLF	RN
PCF	63	2	5	2	7	3	0	6	0	0
FI	5	67	3	5	3	0	0	0	2	3
PS	2	4	11	44	15	15	0	0	1	4
EELV	0	2	3	1	78	4	0	0	1	3
ST GAUCHE	7	19	7	18	29	7	0	1	1	3
LREM	0	0	1	0	7	88	0	1	0	2
MODEM	1	0	1	4	12	45	12	3	1	4
ST DROITE	0	2	0	0	3	16	9	38	10	17
UDI	0	0	0	1	5	32	42	9	0	2
LR	0	2	0	0	2	16	4	52	1	18
DLF	0	3	0	0	0	2	0	2	58	29
RN	0	0	1	0	2	1	0	0	1	91
AUCUN PARTI	1	3	7	4	8	11	4	4	7	26

5. Si l'on passe des déterminants socio-logiques aux déterminants politiques, que voit-on ? L'électorat Mélenchon de 2017 s'est abstenu plus que la moyenne (55% contre 48,7% en moyenne). Sur ceux qui ont voté dimanche dernier, entre 32 et 36% ont choisi la liste de la FI ; la liste de la République en Marche a mobilisé 57 à 60% des siens et la liste du RN a regagné 78 à 81% des électeurs de 2017 venus dans les bureaux de vote.

Si l'on prend le critère de la proximité partisane, le résultat est le même. Sur les votants du 26 mai, deux tiers seulement des sympathisants FI ont voté pour la liste proposée par leur parti préféré. Le pourcentage respectif est de 78% pour LREM et de 91% pour le RN !

Pour regagner une dynamique populaire positive, il vaut mieux éviter les mots qui, en cautionnant la haine, provoquent du ressentiment populaire, davantage que de la colère. En se laissant aller à cette pente, on écarte ceux que l'on dit vouloir rassembler.

Au total, le FI perd des voix du côté la gauche (30 à 34% des électeurs de

Mélenchon venus voter l'ont fait pour un des autres partis de gauche en lice), voit un dixième de ses électeurs de 2017 choisir le RN comme vote utile « anti-Macron » et ne gagne rien ni à gauche ni à droite. Le RN fidélise son électorat et grignote celui de la droite (à la marge pour la gauche). La REM conserve un peu plus de l'électorat Macron de 2017 et grignote une part de celui de la droite. Le PC reste encalminé ; la FI perd et ne regagne pas.

Le RN a mobilisé le peuple de droite ; le PCF et la FI n'ont pas mobilisé le peuple de gauche. De ce fait, l'équilibre interne à la gauche s'est à nouveau déplacé, et pas en faveur de ceux qui, depuis bientôt deux décennies, ont incarné la gauche la plus à gauche. Celle-ci avait retrouvé une certaine hégémonie à gauche. Elle l'a perdue pour l'instant. Elle ne la retrouvera ni en tournant le dos à la gauche, ni en revenant à ses formules de rassemblement du passé. Les Verts, aujourd'hui en tête de la gauche, expliquent qu'il n'y a plus que « trois forces : l'extrême droite, les conservateurs et nous » (Julien Bayou), ce qui les rapproche du macronisme plus que de la gauche. Dans ce contexte incertain, s'enfermer dans

un rassemblement sans rivage (que certains nomment « populiste ») ou dans une ressassée de l'union de la gauche serait pour le moins une faute.

6. Le PC a pensé qu'une candidature autonome relancerait la machine à faire voter communiste. À l'arrivée, malgré une campagne reconnue comme très engagée et de qualité, il ne sort pas de la marginalisation qu'avait déjà exprimée les votes présidentiels de 2002 et 2007 et le vote législatif de 2017. Ni la volonté ni le dynamisme militant ni l'image ne suffisent à stimuler le vote, quand c'est l'utilité profonde d'une organisation qui est en cause structurellement.

Quant à la FI, il est difficile de penser qu'elle peut contourner le bilan de ceux années. En 2017, la campagne présidentielle de Jean-Luc Mélenchon a redonné un sens politique et moral à une gauche en déshérence. Ce faisant, elle a retrouvé l'esprit et le cœur d'un monde populaire que la gauche avait désespéré et qui en gardait la souffrance. Depuis cette date, la FI a cultivé plus que de raison l'esprit de différence, a préféré dénoncer la « caste » plutôt que le système qui produit la coupure du « peuple » et de « l'élite ». Elle a confondu, dans un même mépris, la passion à gauche du

rassemblement – elle est née avec le socialisme – et les formules surannées de l'union de la gauche. Si l'on y ajoute un mode de fonctionnement pour le moins discutable, on ne peut conclure que sur un regret : la dynamique d'agrégation du printemps 2017 a laissé la place à un mécanisme de désagrégation, qui a éloigné une bonne part de la gauche de ce qui pouvait être une espérance.

Ce mot d'espérance est finalement le bon. Pour regagner une dynamique populaire positive, il vaut mieux éviter les mots qui, en cautionnant la haine, provoquent du ressentiment populaire, davantage que de la colère. En se laissant aller à cette pente, on écarte ceux que l'on dit vouloir rassembler. Et, au bout du compte, on laisse le champ libre aux forces de la fermeture et de l'amertume. À ce jeu, la gauche et le mouvement populaire n'ont jamais gagné.

O ROGER MARTELLI

LA GAUCHE PART DIVISÉE ET ARRIVE DÉCIMÉE